

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

**UFRC**

**Union des Forces Révolutionnaires du Congo**

**« Pour un Etat et une Nation Dignes en RDC »**



**Note d'information**

**A l'attention de Monsieur Ban Ki-moon  
Secrétaire Général de  
L'Organisation des Nations Unies  
(ONU)**

**Copie pour information :**

Conseil de Sécurité des Nations Unies ;  
Mission d'Observation des Nations Unies au Congo ;  
Conseil de Sécurité de l'Union Africaine ;  
Toutes les ambassades et missions diplomatiques représentées en RDC ;  
Assemblée Nationale et Sénat de la République Démocratique du Congo

**Bukavu, le 25 janvier 2013**

  
25.01.2013

## **Concerne : Création de l'Union des Forces Révolutionnaires du Congo (UFRC)**

Excellence Monsieur le Secrétaire Général,

Nous venons vous informer de la création le 10 janvier 2013 en République Démocratique du Congo, d'un cadre politico-militaire ouvert à toutes les forces vives congolaises, par les représentants des associations de la Société Civile, des organisations politiques et mouvements politico-militaires combattants actuellement dans le Sud-Kivu et une partie du Nord-Kivu.

Par la présente note, nous nous obligeons d'informer l'Organisation des Nations Unies non seulement sur les raisons d'un tel regroupement des forces révolutionnaires sous un seul Haut commandement militaire et une Haute Autorité politique unique, mais aussi sur les moyens utilisés et les objectifs escomptés par cette initiative.

Au moment où une guerre multiforme à l'Est redonne à la Communauté tant nationale qu'internationale un énième spectacle d'horreur et de désolation sur le territoire congolais, notre fusion en une seule force n'est ni une réaction épidermique, ni une démarche teintée d'anarchisme délibéré de voir la situation pourrir encore d'avantage.

C'est plutôt l'expression du souverain primaire qui vise l'éradication une fois pour toute de la cause profonde de ses multiples difficultés auxquelles la communauté nationale, et internationale cherchent vainement des solutions depuis près de vingt ans. Notre objectif étant la refondation d'un ETAT et d'une NATION dignes en RDC.

Excellence Monsieur le Secrétaire Général,

Nous sollicitons votre attention particulière et l'accompagnement de votre organisation pour nous aider à accomplir les préalables sine qua non à l'organisation des élections démocratiques et l'instauration rapide d'un ordre politique nouveau, capable d'alléger les misères du peuple congolais et placer les fondements d'une vraie république et d'une démocratie véritablement participative dans notre pays.

*Handwritten signature and date:*  
25-01-2013

Excellence Monsieur le Secrétaire Général,

Aux grands maux des grands remèdes dit-on !

L'Union des Forces Révolutionnaires du Congo considère que les causes de la pérennisation de la crise politico-militaire en République Démocratique du Congo ne sont pas essentiellement congolaises, mais aussi, liées au mauvais choix de méthodes et de stratégies de la communauté internationale dans la résorption du problème congolais.

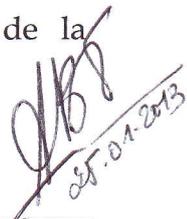
A ce stade, nous évoquerons uniquement les causes internes que nous avons identifiées et les solutions préconisées qui dépendent essentiellement de nous-mêmes.

## **I. Motivations de la création de l'Union des Forces Révolutionnaires du Congo**

### **1. Echecs des initiatives internationales**

Tout en rappelant ici les retombées négatives de la déliquescence du régime de Mobutu, du génocide rwandais et de l'échec des accords de paix sur la situation qui perdure dans notre pays, deux causes principales justifieraient la pérennisation de la crise congolaise :

- **l'erreur de la Communauté internationale** d'avoir imposé à la RDC une mesure rare dans l'histoire des armées, à savoir l'intégration et la promotion des officiers rebelles dans l'armée nationale congolaise, et ce, sans soutenir une véritable réforme tenant compte de leur instruction de base, ni garantir la non infiltration d'éléments perturbateurs de l'unité de commandement ;
  
- **l'organisation précipitée des élections** parlementaires et présidentielles, sans recensement ni identification générale de la population.

  
25.01.2013

## 2. Le défis à la démocratie et le déficit de gouvernance à tous les niveaux

Les gouvernements successifs de Joseph Kabila depuis son accession au pouvoir le 25 janvier 2013, oublient qu'ils sont à compétence nationale. Ne s'occupant partiellement que des problèmes de la ville province de Kinshasa, ils confondent la capitale avec le pays tout entier. Dans un autisme politique total, ils gouvernent par défis et ignorent que tous les chiffres et statistiques d'accroissement proclamés dans tous les domaines sont erronés du fait de l'absence de recensement général des habitants sur toute l'étendue du pays et de l'identification de chacun d'entre nous, nationaux et étrangers.

Pendant tout ce temps, la situation sécuritaire à l'Est du pays laisse à désirer et n'est pas au rendez-vous.

Le reflexe humain d'autodétermination ne peut donc que pousser la population congolaise ainsi abandonnée à elle-même, - ici représentée par les forces d'auto défense populaires qui ont suppléé au déficit de l'autorité de l'Etat et aux insuffisances des services publics-, à sécuriser les habitants et leurs biens depuis près de 12 ans, à s'assumer davantage.

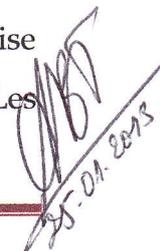
La grande question à poser à l'ONU est de savoir si, en droit, le vocable « forces négatives » est applicable à un collaborateur occasionnel de service public, en l'occurrence à un regroupement de citoyens décidés à apporter des solutions adéquates là où visiblement les institutions nationales ont échoué.

Dans une cacophonie générale, les ministres porte-parole de Joseph KABILA ne cessent de répéter et de nourrir le peuple congolais des mensonges orchestrés au sommet de l'Etat. Il en est ainsi, à titre d'illustration, de la fameuse contradiction étalée sur la place publique, entre les institutions Présidence de la République de Joseph Kabila et Assemblée Nationale de Vital Kamerhe en 2009. Ce dernier avait perdu ses fonctions pour avoir eu à dénoncer le comportement anticonstitutionnel de Monsieur Joseph Kabila qui, frisant la Haute trahison, a eu à autoriser unilatéralement l'entrée massive et clandestine des soldats rwandais en RDC, profitant de la convention officielle de mise en place d'une équipe conjointe d'observation sur le territoire congolais. Les conséquences désastreuses pour nos populations sont encore vécues par nous tous.

**Email** : [ufrc.rdc@gmail.com](mailto:ufrc.rdc@gmail.com) ; [ufrc1960@gmail.com](mailto:ufrc1960@gmail.com), [ufrcbukavu@gmail.com](mailto:ufrcbukavu@gmail.com)

**Téléphones** : +243999915526 ; +243821482452 ; +250786939367

**Siège social** : Bukavu, Province du Sud-Kivu, République Démocratique du Congo.



Handwritten signature and date: 25-01-2013

Défiant le peuple après une grande mascarade électorale, les parlementaires députés nationaux et sénateurs ont stoppé la poursuite du cycle électoral, sans tenir compte du fait que pour la législature en cours, le mandat des sénateurs ainsi que celui des assemblées et gouvernements provinciaux en exercice, est déjà caduque et donc illégitime. Ce parlement se refuse à respecter la Constitution du 18 février 2006 qui impose depuis 2009 le découpage territorial en 26 provinces et l'exclusivité de la nationalité congolaise à l'égard de laquelle la majorité des gouvernants actuels ne se conforment point.

Concernant le respect de la Constitution en général, aucun article n'est respecté, notamment en ce qui concerne les signes de souveraineté, la forme de l'Etat, la constitution administrative, la protection de la monnaie nationale, la protection de la nationalité, la composition de l'armée, la sacralité de la vie humaine, du droit au travail pour tout congolais, de la gratuité de l'enseignement primaire et l'accessibilité à l'éducation scolaire, de l'obligation d'éradiquer l'analphabétisme, du droit d'accès à un logement décent, à l'eau potable et à l'électricité, de la protection de la personne du troisième âge, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales etc...

### **3. Mode de gestion oligarchique du pays**

Une seule famille politique et même biologique monopolise tout le revenu national duquel certains de ses membres se complaisent à redistribuer à leur gré, sous forme des dons, quelques biens et services à une frange de la population, au lieu de payer des salaires conséquents pouvant permettre à chacun des congolais de se prendre totalement en charge.

### **4. Incapacité du régime actuel à restaurer l'ordre politique**

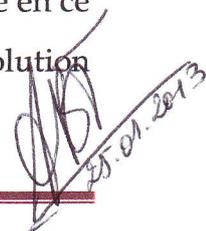
L'opposition politique qui devrait en pareil circonstance orienter la population vers une meilleure alternative, n'est pas unie et ne s'exprime pas du tout. Face à cette absence d'opposition, la Société Civile congolais sérieusement inféodée par les partis politiques, ne sait plus à quel saint se vouer. La charte de la Société Civile est pourtant claire en ce qui concerne son devoir d'encadrer notre peuple dans la recherche de la solution durable à la véritable cause profonde de nos misères.

---

**Email :** [ufrc.rdc@gmail.com](mailto:ufrc.rdc@gmail.com) ; [ufrc1960@gmail.com](mailto:ufrc1960@gmail.com), [ufrcbukavu@gmail.com](mailto:ufrcbukavu@gmail.com)

**Téléphones :** +243999915526 ; +243821482452 ; +250786939367

**Siège social :** Bukavu, Province du Sud-Kivu, République Démocratique du Congo.

  
25.01.2013

## 5. Eveil de conscience du souverain primaire

Le peuple congolais tout entier est convaincu du fait que la cause profonde de toutes nos difficultés réside essentiellement dans le DEFICIT DE GOUVERNANCE à tous les niveaux.

L'INCAPACITÉ NOTOIRE DES INSTITUTIONS REPUBLICAINES et de la CLASSE POLITIQUE actuelles à réformer l'armée nationale et à restaurer un nouvel ordre politique paisible dans notre pays, provient des graves violations de la loi au sommet de l'Etat et principalement dans l'institution PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE.

La République Démocratique du Congo se trouve ainsi dans une situation de non ETAT et de non NATION, pratiquement dans un ETAT DE SIEGE, qui nous recommande la démission pure et simple de toutes les institutions de la République actuelles et l'engagement des poursuites judiciaires à l'endroit de Monsieur Joseph Kabila Kabange pour Haute Trahison.

Excellence Monsieur le Secrétaire Général,

C'est dans ce contexte que tous les groupes armés actifs dans la Province du Sud Kivu et une partie du Nord Kivu, se sont finalement réunis à Bukavu du 08 au 11 janvier 2013, pour unifier les forces et les stratégies dans un organe politico-militaire de regroupement des forces populaires, en vue de combattre ensemble la véritable cause profonde des misères du peuple et de canaliser au mieux leurs revendications et aspirations en attendant l'adhésion des tous les congolais à cet idéal.

L'Union des Forces Révolutionnaires du Congo, en sigle UFRC, a donc vu le jour à Bukavu dans ces circonstances de sursaut de conscience populaire et dans un cadre consensuel qui fait appel à toute la communauté nationale et internationale de se joindre à nous pour un changement profond du mode de gestion dans notre pays.

L'UFRC décide de sauver la démocratie et l'intégrité territoriale de la RDC, en joignant son action à celle des autres congolais incompris qui se sont déjà exprimés dans le même sens et à celle de ceux incapables de s'exprimer, mais qui pensent et souhaitent la même chose pour notre pays.

---

**Email** : [ufrc.rdc@gmail.com](mailto:ufrc.rdc@gmail.com) ; [ufrc1960@gmail.com](mailto:ufrc1960@gmail.com), [ufrcbukavu@gmail.com](mailto:ufrcbukavu@gmail.com)

**Téléphones** : +243999915526 ; +243821482452 ; +250786939367

**Siège social** : Bukavu, Province du Sud-Kivu, République Démocratique du Congo.

  
25.01.2013

En effet, la seule voie de sortie de cet imbroglio politico-militaire passe par la reprise du pouvoir par le souverain primaire dans son ensemble, toutes les provinces, communautés et tribus confondues, toutes tendances politiques et religieuses, afin de mettre en place un ordre politique nouveau pour l'émergence d'une Nation et d'un Etat dignes en République Démocratique du Congo.

## **II. Moyens de notre combat pour un Etat et une Nation dignes en RDC**

- Engagement populaire au niveau national
- Adhésion de la diaspora congolaise
- Appui des organisations et pays amis qui souhaitent une gouvernance responsable et une paix durable en RDC.

## **III. Objectifs immédiats**

1. Suspension des institutions actuelles ;
2. Elargissement de l'UFRC à toutes les forces vives nationales ;
3. Organisation d'une transition politique consensuelle chargée de mettre en place :
  - ✓ Un Gouvernement d'union nationale
  - ✓ Une Assemblée constituante
  - ✓ Le Recensement général et l'identification des nationaux et étrangers,
  - ✓ La Réforme de l'armée, de la police et des services de sécurité
  - ✓ L'Organisation des élections à tous les niveaux.

## **IV. Recommandations de l'Union des Forces Révolutionnaires du Congo (UFRC)**

Le peuple congolais prend à témoin la Communauté internationale sur l'échec manifeste de tous les accords de paix, tous les dialogues inter congolais et toutes les négociations initiés aussi bien par les organisations nationales, régionales qu'internationales.

---

**Email** : [ufrc.rdc@gmail.com](mailto:ufrc.rdc@gmail.com) ; [ufrc1960@gmail.com](mailto:ufrc1960@gmail.com), [ufrcbukavu@gmail.com](mailto:ufrcbukavu@gmail.com)

**Téléphones** : +243999915526 ; +243821482452 ; +250786939367

**Siège social** : Bukavu, Province du Sud-Kivu, République Démocratique du Congo.

*Handwritten signature and date:*  
25-07-2013

Nous encourageons la marche vers une démocratie participative, mais attendre les élections de 2016 avec Joseph Kabila au pouvoir, correspondrait à l'aider à continuer à faire souffrir la population pendant tout ce temps, d'autant plus que les préalables absolus pour des élections véritablement démocratiques ne seront jamais réalisés avec le régime en place, notamment l'identification et le recensement de la population.

Attendre l'issue donc des dialogues interminables entre congolais, des négociations improductives entre les politiciens et des solutions diplomatiques qui ont montré leur limites, ce serait confirmer notre irresponsabilité et notre incapacité à prendre notre destin en main afin de baliser l'avenir de notre pays.

L'Union des Forces Révolutionnaires du Congo (UFRC) offre à tous les congolais un cadre qu'il faut améliorer, peut-être, pour assurer le moment venu, la mise en place des organes nationaux de la transition et le début de la réforme du système de défense et sécurité à partir de la Province du Sud Kivu que nous allons diriger prochainement à titre exemplatif en attendant la démission effective du régime actuel.

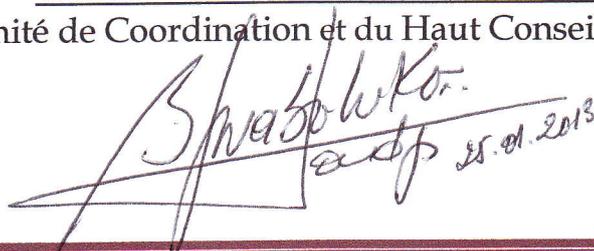
D'où les recommandations ci-après de l'Union des Forces Révolutionnaires du Congo :

1. La reconnaissance de l'Union des Forces Révolutionnaires du Congo comme le noyau organisationnel de la réforme des FARDC et de la refondation d'un ETAT et d'une NATION dignes en RDC;
2. Le recensement de la population et l'identification des nationaux, préalable indispensable à l'organisation des élections crédibles en RDC, socle d'une véritable démocratie que nous voulons participative ;
3. L'annulation de l'envoi d'une force extérieure, aussi neutre soit-elle, pour garantir la paix dans toute la région.

Veuillez recevoir, Excellence Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, l'expression sincère de toute notre considération et de nos sentiments dévoués d'attachement profond au sol de nos ancêtres.

**Gustave BAGAYAMUKWE TADJI**

Président du Comité de Coordination et du Haut Conseil provisoire de l'UFRC



Handwritten signature of Gustave Bagayamukwe Tadi, dated 25.01.2013.

**Email :** [ufrc.rdc@gmail.com](mailto:ufrc.rdc@gmail.com) ; [ufrc1960@gmail.com](mailto:ufrc1960@gmail.com), [ufrcbukavu@gmail.com](mailto:ufrcbukavu@gmail.com)

**Téléphones :** +243999915526 ; +243821482452 ; +250786939367

**Siège social :** Bukavu, Province du Sud-Kivu, République Démocratique du Congo.